

MARS 1993

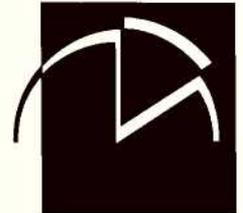
NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE



30000621297

Note de conjoncture de l'INSEE.
Supplement a : Tendances de la con
No 000001 1993 03 00
INSEE-BIBC P FRA 11105t





INSEE
INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES
ÉCONOMIQUES

I. N. S. E. E.
DOCUMENTATION
- 8. MAR. 1993
BIBLIOTHÈQUE

S U P P L É M E N T À
TENDANCES DE LA CONJONCTURE

NOTE

DE CONJONCTURE

© Insee 1993

Prochaines parutions :

- N° 48 du cahier 1 de "Tendances" (bleu) : mars 1993
- N° 44 du cahier 2 de "Tendances" (vert) : mai 1993

*Ont directement participé
à la réalisation de cette note :*

- **Directeur de la publication :**
Paul Champsaur.
- **Rédacteurs en chef :**
Pierre Jaillard ; Jean-Louis Julia.
- **Assistante de rédaction :**
Jacqueline Perrin.
- **Contributeurs :**
Catherine Beller ; Laurent Berrebi ;
Jean-Pierre Berthier ; Frédéric Boccara ;
Alain Chappert ; Yvonne Collet ;
François Couté ; Charlotte Dennery ;
Lise Dervieux ; Pascale Derouillon-Roisné ;
Nicole Desprez ; Sylvie Dumartin ;
Françoise Drumetz ; Hélène Eyssartier ;
Jean-Yves Fournier ; Jean-Paul Girard ;
Danièle Guillemot ; Dominique Ladirey ;
Gilles Laguerre ; Fabrice Lenseigne ;
Eliane Le Rey ; Clotilde Lixi ;
Vincent Maillard ; Frédéric Nauroy ;
Pascale Pollet ; Fabienne Rosenwald ;
Florence Salet ; Marie-Hélène Tamisier.
- **Secrétaire de publication :**
Isabelle Loret.
- **Secrétaires de rédaction :**
Nelly Cousté ; Liliane Delanne ;
Chantal Masson ; Corinne Requier.
- **Conception graphique et réalisation
de la maquette :**
Patrick Le Floch-Meunier ;
Jean-Paul Mer ; Philippe Mission.
- **Relations avec l'imprimeur :**
Huguette Heliez.

Rédaction achevée le 22 février 1993

AVERTISSEMENT :

Cette note analyse le bilan de l'économie française en 1992. Elle comporte un chiffrage interne de comptes nationaux trimestriels. L'hypothèse sur le cours du dollar est comme à l'accoutumée conventionnelle.

ISSN 0766-6268

Impression d'après documents fournis
IMPRIMERIE NATIONALE
3 171 114 P 66

SOMMAIRE

BILAN CONJONCTUREL DE L'ANNÉE 1992

ÉQUILIBRES ET RALENTISSEMENT

FICHES THÉMATIQUES

• Conjoncture internationale	2
• Politiques monétaires et de change	10
• Marchés internationaux de matières premières	14
• Échanges extérieurs de marchandises	16
• Balance des paiements	21
• Politique monétaire et financement de l'économie.....	24
• Politique budgétaire.....	27
• Transferts sociaux	30
• Production	33
• Stocks	36
• Situation des entreprises	37
• Investissement.....	40
• Emploi et productivité du travail	42
• Chômage	46
• Revenus	49
• Prix à la consommation	53
• Consommation et épargne	56

ANNEXES

• Des prévisions aux réalisations.....	62
• Compte associé.....	66

Équilibres et ralentissement

L'atonie dont souffre l'économie française depuis la mi-1990 s'accroît en 1992. La croissance du produit intérieur brut total (1,8 % en moyenne annuelle) est certes supérieure à celle de 1991, ainsi qu'à la moyenne européenne, mais elle ralentit progressivement. Après un bon début d'année, l'activité s'infléchit puis décroît. Elle ne devrait pas connaître de croissance significative sur l'ensemble du premier semestre de 1993.

La demande intérieure reste jusqu'à l'été moins dynamique que celle de nos principaux partenaires. Sa faiblesse est compensée, en début d'année et dans le prolongement de 1991, par la croissance des exportations françaises vers l'Europe et en particulier vers l'Allemagne. La dégradation du climat conjoncturel européen à la fin du premier semestre explique donc largement le profil de l'activité.

La faiblesse de la demande intérieure provient surtout des entreprises. Recul marqué de l'investissement et ralentissement du stockage s'expliquent par l'importance des marges de capacités de production et par le pessimisme grandissant des chefs d'entreprises sur les perspectives de demande.

La consommation des ménages soutient la demande grâce à des gains substantiels de pouvoir d'achat, favorisés par de moindres prélèvements fiscaux et par le ralentissement des prix. Elle est toutefois affectée par le comportement des ménages, qui continuent à se désendetter et qui, face à la montée du chômage, épargnent par précaution.

Dans cette phase de ralentissement, malgré une politique de l'emploi très active, la baisse des effectifs provoque un accroissement du chômage. L'inflation recule au-delà même de l'effet de facteurs exceptionnels, et s'établit à 2 %. Le commerce extérieur dégage un excédent de 30 milliards de francs, grâce à l'écart des demandes et à des gains de parts de marché, qui se prolongent sur la première moitié de l'année.

L'évolution défavorable de l'activité contraste avec la consolidation de la situation financière des agents. Les comptes des entreprises demeurent relativement sains, même s'ils se dégradent en cours d'année. La croissance du pouvoir d'achat des ménages leur permet d'accumuler une épargne mobilisable avec le retour de la confiance.

Équilibres et ralentissement

Des déséquilibres se sont accumulés dans les pays industrialisés

Dans les pays industrialisés, des déséquilibres se sont accumulés depuis le milieu des années quatre-vingts. De forts investissements ont été consentis pour satisfaire une demande soutenue par l'endettement des ménages. Cet endettement finissant par trouver ses limites, la consommation des ménages a ralenti au tournant de la décennie, laissant sous-employées les capacités de production.

C'est dans les pays anglophones et nordiques que la croissance de l'endettement a été la plus marquée et la plus précoce. C'est donc naturellement d'abord dans ces pays que le besoin d'assainissement financier s'est fait sentir, et que la demande intérieure a fléchi.

L'Europe continentale a longtemps bénéficié de son moindre endettement. Toutefois, dès le milieu de 1990, la consommation des ménages s'est modérée. Ce ralentissement a été compensé par une demande allemande dopée par l'unification.

En 1992, l'écart des taux d'intérêt provoque une crise de changes

Face aux tensions inflationnistes, la Bundesbank durcit sa politique monétaire. Le méca-

nisme du SME propage cette rigueur dans les autres pays membres. Les taux d'intérêt à court terme se tendent en Europe.

Inversement, les Etats-Unis et le Japon tentent de relancer leur activité par des politiques monétaires accommodantes. En septembre 1992, l'écart entre les taux d'intérêt à court terme entre l'Allemagne et les Etats-Unis atteint un maximum historique (6,5 points), et le mark monte au plus haut vis-à-vis du dollar depuis sa création en 1948.

Cependant, toutes les monnaies européennes ne suivent pas l'appréciation du mark. La livre et les monnaies nordiques, intégrées à la zone Ecu depuis 1990 et 1991, reprennent leur flottement. La lire suspend sa participation au mécanisme de change. D'autres monnaies sont dévaluées. Des fondamentaux plus solides et la solidarité franco-allemande permettent au franc de résister à la spéculation. De ce fait, il s'apprécie globalement vis-à-vis des monnaies des partenaires commerciaux de la France.

De part et d'autre de l'Atlantique, le décalage conjoncturel s'accroît

Aux Etats-Unis, le desserrement de la politique monétaire limite les effets récessifs du niveau d'endettement, mais avec délai. En 1992, le regain de confiance des agents accompagne la reprise de la

consommation privée, notamment en biens durables. L'investissement se redresse et le nombre d'emplois augmente de 600 000. La reprise, d'abord modeste, se traduit par une croissance du PIB de 2,1 % après une récession de 1,2 % en 1991.

En Europe, après le regain d'activité lié à l'unification, le ralentissement en Allemagne se propage chez la plupart de ses partenaires. La croissance en volume dans la Communauté européenne ne serait que de l'ordre de 1 % en 1992. L'accentuation en cours d'année de la rigueur monétaire et la crise du SME contribuent à dégrader la confiance des agents.

La France participe à ce ralentissement, malgré une croissance supérieure à celle de ses partenaires européens.

L'activité économique française s'infléchit nettement en fin d'année

En 1992, la croissance moyenne du produit intérieur brut total est de 1,8 %. Ce taux est certes supérieur à celui de 1991, mais il recouvre un profil moins favorable. Après un bon premier trimestre, l'activité ralentit puis décroît. Ce profil s'explique par la superposition d'une demande intérieure atone et d'exportations dynamiques en début d'année.

Le rebond d'activité du premier trimestre prolonge le regain de croissance enregistré depuis le printemps 1991. Grâce à sa compétitivité, l'économie française profite particulièrement de la dynamique créée en Europe après l'unification. Les exportations se développent vers

**ENSEMBLE DES BIENS ET SERVICES : ÉQUILIBRE RESSOURCES-EMPLOIS
(AUX PRIX DE 1980)**

(en %)

1986	1987	1988	1989	1990	1991		Moyennes semestrielles		1992
							1992		
							1er S	2nd S	
2,5	2,3	4,5	4,1	2,2	1,0	PIB total	0,9	0,3	1,8
2,7	2,4	4,8	4,7	2,3	0,6	dont : PIB marchand	0,9	0,1	1,6
7,1	7,7	8,6	8,2	6,5	2,9	Importations	0,0	0,7	1,4
4,0	2,9	3,2	3,4	2,9	1,4	Consommation totale des ménages	0,8	1,2	1,9
4,5	4,8	9,6	7,0	2,9	-1,4	FBCF totale	-0,9	-1,7	-1,9
6,3	5,9	9,5	8,2	3,8	-3,0	dont : SQS-EI	-2,3	-2,1	-4,4
1,3	3,3	7,1	7,2	-0,6	-2,5	Ménages	0,7	-2,2	0,3
-1,4	3,1	8,1	10,2	5,5	3,6	Exportations	2,6	-0,2	4,7
4,0	3,6	4,9	4,0	2,9	0,8	Demande intérieure hors stocks	0,4	0,5	0,9
1,0	0,1	0,2	0,3	-0,1	-0,3	Variation de stocks (en contribution à la croissance du PIB ^o)	-0,3	-0,0	-0,3

l'Allemagne, dont la France est le principal partenaire commercial, mais aussi vers les autres pays d'Europe. En outre, le trimestre est marqué par des facteurs exceptionnels : rattrapage des grèves de la fin de 1991, année bissextile...

Avec le ralentissement des économies européennes, la demande adressée à la France s'affaiblit et la concurrence sur les marchés extérieurs s'intensifie. L'activité économique française retrouve à partir du deuxième trimestre sa tendance antérieure, caractérisée depuis la mi-1990 par la faiblesse de la demande intérieure. En fin d'année, l'activité s'infléchit encore jusqu'à décroître.

La production manufacturière s'oriente à la baisse

En 1992, la production manufacturière, bien que stable en moyenne annuelle (-0,2 %), présente un profil défavorable. L'activité dans les secteurs du matériel de transport et des biens intermédiaires est soutenue en début d'année par des exporta-

tions dynamiques. Elle recule ensuite dans les biens intermédiaires, la faiblesse de l'activité dans l'industrie et le bâtiment pesant fortement sur ce secteur. La production du secteur de l'automobile (2,1 %) s'accroît par rapport à 1991, profitant d'achats des ménages relativement soutenus. En moyenne annuelle, la production de biens de consommation reste stable. Celle de biens d'équipement baisse de 0,8 % sur l'année, subissant le recul de l'investissement.

Le ralentissement industriel se ressent dans d'autres secteurs

La production dans le bâtiment et les travaux publics recule en 1992 (-1,1 %). La construction de logements neufs régresse (280 000 mises en chantier, soit -8 %) ; le bâtiment non résidentiel souffre particulièrement de la baisse des investissements de capacités des entreprises. Le manque de dynamisme de l'activité industrielle se répercute aussi en fin d'année sur le commerce de gros.

L'activité du secteur des services ralentit légèrement (4 % après 5 %). Ce ralentissement est sensible notamment dans le secteur des services aux entreprises. Le transport de marchandises ne progresse quasiment plus depuis le milieu de l'année. Après une baisse en 1991, le trafic de voyageurs retrouve son niveau de 1990. La consommation des ménages et le dynamisme du tourisme étranger en début d'année soutiennent l'activité des services aux ménages, notamment dans les hôtels-café-restaurants.

La production agricole s'accroît sensiblement (5,2 %), en particulier en raison de meilleures conditions climatiques qu'en 1991.

La faiblesse de la production répond à celle de la demande intérieure. Celle-ci tient largement à une dégradation de la confiance des agents, et particulièrement des entreprises.

La baisse de l'investissement touche tous les secteurs

Les entreprises investissent de moins en moins. L'investissement industriel diminue pour la deuxième année consécutive. Cette baisse touche tout particulièrement les investissements destinés à accroître les capacités de production : ces dernières avaient été largement développées au cours de la période 1987-1990, et sont aujourd'hui sous-employées. Les investissements visant à améliorer la productivité se dégradent moins.

La diminution de l'investissement est perceptible dans la quasi-totalité des secteurs industriels, et particulièrement dans celui des biens intermédiaires. L'investissement s'inscrit aussi en retrait dans les secteurs des services, de l'agriculture et du bâtiment et des travaux publics.

Les stocks contribuent négativement à l'évolution de la production manufacturée. Malgré leur ralentissement, ils restent jugés trop lourds, et l'absence de contraintes sur les capacités de production n'incite pas les entreprises à les alourdir encore en prévision d'une éventuelle reprise de la demande.

Le pessimisme des entrepreneurs s'accroît

La baisse de l'investissement industriel résulte des mauvaises anticipations de demande des entrepreneurs. Ces derniers, confrontés en 1992 à la dégradation du climat conjoncturel international, deviennent de plus en plus pessimistes sur les perspectives de demande dans l'ensemble des branches indus-

trielles. Partout, les capacités de production sont sous-utilisées, et sont jugées excédentaires compte tenu des médiocres anticipations de demande.

L'investissement diminue en outre à cause d'une baisse de la rentabilité de nouveaux équipements, affectée par le niveau des taux d'intérêts à long terme.

Les entreprises dégagent, pour la première fois depuis au moins trente ans, une capacité de financement.

Les entreprises ajustent leurs coûts

Face au ralentissement de l'activité et à une concurrence accrue, les entreprises tentent de maintenir leur compétitivité en limitant leurs coûts d'exploitation. Elles freinent les salaires et compriment les effectifs. La productivité du travail s'améliore en début d'année en raison de réductions d'emplois consécutives au ralentissement antérieur de l'activité. Elle se dégrade ensuite avec la baisse de la production.

La maîtrise de l'évolution des salaires, associée en début d'année à de forts gains de productivité, permet aux entreprises manufacturières de limiter la croissance du coût salarial unitaire (1,2 % après 4,3 %). La stabilisation de leur coût unitaire d'exploitation (-0,1 % après 1,9 %) est également favorisée par la baisse du prix des consommations intermédiaires, et notamment des matières premières importées.

Toutefois, la dégradation de la conjoncture en cours d'année intensifie la concurrence et contraint ces entreprises à ne pas répercuter sur leurs prix de production la hausse de leurs coûts subie au second semestre. Au to-

tal, leur taux de marge d'exploitation, en hausse sur l'année, décroît en fin de période.

Le revenu disponible brut des sociétés suit le même profil, accentué par celui, inverse, des impôts payés par les sociétés. Ceux-ci baissent fortement au premier semestre, en raison des mauvais résultats de 1991. Ils s'accroissent par la suite.

Les effectifs se réduisent malgré la politique de l'emploi

Les réductions d'emplois s'élevaient à près de 90 000 dans l'ensemble de l'économie, soit autant qu'en 1991 hors contrats emploi-solidarité (CES). Elles accélèrent dans les industries de biens d'équipement. L'emploi se détériore également dans le secteur du bâtiment. En revanche, les embauches reprennent légèrement dans le tertiaire marchand, notamment dans les secteurs liés à la consommation des ménages ; l'emploi se dégrade dans le secteur du conseil aux entreprises.

Les politiques de soutien à l'emploi s'intensifient en 1992. Les CES se développent, en particulier auprès des catégories les plus menacées d'exclusion, et notamment les chômeurs de longue durée. A la fin de 1992, 348 000 personnes bénéficient de ces contrats.

Parallèlement, le recours au chômage partiel s'intensifie. Le nombre de journées indemnisées à ce titre, déjà en très forte augmentation en 1990 et 1991, continue de croître en 1992, notamment dans les industries de biens intermédiaires.

Enfin, le renforcement de la politique d'exonération de charges sociales en faveur de l'emploi permet de recruter environ 100 000 jeunes. Elle favorise également le développement du travail à temps partiel, et facilite l'embauche dans les petites entreprises.

La politique de l'emploi (stages, conventions de conversion, pré-retraites) ralentit par ailleurs la progression des ressources en main-d'oeuvre.

Le chômage touche 10,5 % de la population active en fin d'année

Le chômage continue de croître en 1992. En augmentation d'un demi-point sur l'année, le taux de chômage atteint 10,5 % fin décembre 1992. Le nombre de demandeurs d'emplois, qui accélère à partir de la fin de l'été, progresse de 5 % par rapport à la fin de 1991. Une grande partie de cet accroissement s'explique par la baisse de l'emploi.

L'aggravation du chômage affecte surtout les jeunes et les emplois les plus qualifiés en 1992. Les cadres et agents de maîtrise représentent près de la moitié des demandeurs supplémentaires de cette année. En revanche, la priorité donnée à la lutte contre le chômage de longue durée a permis de contenir la hausse du chômage des actifs âgés de cinquante ans et plus.

Les ménages privilégient l'épargne

La dégradation de l'emploi salarié et le ralentissement des du taux de salaire horaire (4,0 % après 4,6 %) affectent l'évolu-

tion de la masse salariale dans le secteur privé. En revanche, dans la fonction publique, les rémunérations bénéficient des mesures de rattrapage prises en 1991. Au total, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages accélère sensiblement au second semestre, et croît en moyenne au même rythme qu'en 1991 (2 %). Le maintien de cette croissance est favorisé par le net ralentissement des prélèvements fiscaux et des prix à la consommation.

La consommation évolue en 1992 au même rythme que le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages. Compte tenu de l'évolution de ses déterminants habituels, on attendrait une progression plus forte. Les ménages modifient donc leur comportement, privilégiant l'épargne par rapport à la consommation. Ils ressentent en effet le besoin d'assainir leur situation financière, et continuent à se désendetter.

Le taux d'épargne s'établit à 12,5 % en 1992. Stable en moyenne par rapport à 1991, il s'accroît au second semestre, avec la sensible accélération du pouvoir d'achat. Le taux d'épargne financière des ménages progresse légèrement. Leur investissement immobilier diminuerait d'environ 1 % au cours de l'année, malgré une sensible baisse des prix.

La consommation soutient la demande intérieure

En 1992, la croissance de la consommation des ménages se maintient (1,9 %), après le net ralentissement constaté en 1991. Elle reste toutefois modérée par rapport à ses taux de croissance antérieurs à la mi-1990.

Les achats de biens durables reprennent cette année (2,5 %) après une diminution en 1991. Ce redressement repose en grande partie sur les achats d'automobiles, stimulés par de nombreuses opérations commerciales et fiscales. Mais les achats d'autres biens durables progressent aussi à nouveau (1,0 % après -1,8 %). Au total, la consommation de produits manufacturés s'accroît de 1,7 %.

La consommation des ménages en produits alimentaires ralentit fortement en 1992 (0,8 % après 1,8 % en 1991). Ce ralentissement s'accompagne d'une déformation de la structure d'achat au profit de produits bon marché. La consommation de services accélère par rapport à 1991 et contribue à elle seule pour deux tiers à la croissance de la consommation totale. Les dépenses d'énergie restent stables en moyennes.

Le ralentissement de l'activité contribue au maintien des grands équilibres.

L'inflation ralentit nettement, surtout en fin d'année

Les prix de détail ne croissent en glissement que de 2,0 % en 1992, à l'issue d'une sensible décélération en fin d'année. Ce résultat est le meilleur depuis 1956, et le meilleur des grands pays européens. Il provient surtout de facteurs exogènes ou climatiques, qui jouent sur la moyenne annuelle, mais aussi de facteurs endogènes, dont les effets s'observent davantage en fin d'année.

L'indice des prix décélère surtout en raison de la désinflation importée et de la chute des prix agricoles. La première s'appuie sur l'appréciation relative du franc et sur la baisse des cours des matières premières et des produits énergétiques. La seconde touche principalement les produits frais. La contribution globale des tarifs publics est faible.

Alors que les prix des services restent relativement soutenus, ceux des produits manufacturés ralentissent nettement en 1992 et surtout au dernier trimestre : ils passent de 2,2 % en septembre à 1,7 % en décembre en glissement annuel hors effet de la TVA. Cette inflexion, à laquelle contribue la modération des coûts de production, peut être rapprochée du ralentissement de la demande de produits manufacturés en fin d'année.

Le commerce extérieur devient excédentaire



Le commerce extérieur FAB-FAB dégage un excédent (30 Mds de F) pour la première fois depuis 1978. Cet excédent reflète notamment la faiblesse de la demande intérieure par rapport à la demande mondiale adressée à la France. Il tient aussi à une bonne compétitivité-prix, que l'appréciation du franc érode en fin d'année. Si les parts de marché se stabilisent, la performance de la France reste sur ce plan meilleure que celle de ses principaux concurrents.

La facture énergétique s'alège de 14 Mds de F par rapport à 1991, les cours du pétrole continuant à fléchir en 1992. S'établissant à 80 Mds de F, elle

ne pèse plus aussi lourdement que dans la première moitié des années quatre-vingts.

L'excédent agro-alimentaire atteint un nouveau record en 1992 (54 Mds de F), après le repli de 1991. Il prolonge ainsi sa montée en puissance des années quatre-vingts.

Le solde manufacturier se redresse depuis les minima observés en 1989 et 1990. Il devient même excédentaire pour la première fois depuis 1986. Ce résultat reflète le ralentissement des importations lié à l'atonie de la demande intérieure, notamment pour les biens de consommation courante, et la bonne tenue des exportations en début d'année.

L'excédent commercial améliore la balance courante

Le redressement du solde commercial permet à la balance des transactions courantes d'atteindre un excédent de près de 16 Mds de F.

Pourtant, pour la troisième année consécutive, l'excédent traditionnel des services (environ 10 Mds de F) diminue en 1992. Ce résultat cache deux évolutions contraires. Le déficit des revenus de capitaux s'alourdit fortement. L'accroissement de l'excédent des services au sens strict s'explique par un nouveau record du solde touristique (environ 57 Mds de F).

Inversement, le déficit des transferts unilatéraux se réduit à la suite d'une baisse de la contribution nette de la France aux finances communautaires.

Les entrées de capitaux à long terme en 1992 résultent en grande partie d'achats de titres

publics. Elles sont concentrées sur le premier semestre. La montée des incertitudes sur le change induit par la suite des sorties, corrigées en fin d'année.



Le premier semestre de 1993 serait déjà largement déterminé



Le premier semestre de 1993 ne devrait pas voir de rupture par rapport aux évolutions de l'activité pendant la seconde partie de l'année. Les anticipations des chefs d'entreprise, même si elles ne se dégradent plus, restent très défavorables. Les perspectives de demande sur les principaux marchés européens ne s'améliorent pas à court terme. Les projets d'investissements sont plutôt revus à la baisse. La consommation des ménages est toujours hésitante, bien que leur situation financière puisse s'accommoder d'une reprise assez nette.

En tout état de cause, l'évolution de certaines variables paraît d'ores et déjà largement acquise, compte tenu des délais de réaction à d'éventuelles modifications du climat conjoncturel. L'emploi ne s'adapte qu'avec retard aux fluctuations de l'activité. Le sous-emploi des capacités de production retarderait une reprise de l'investissement. Des stocks encore importants dans le BTP décaleraient de plusieurs mois l'impact d'une reprise de la demande sur les mises en chantier. Dans ces conditions, il paraît difficile d'envisager le retour à une croissance significative au cours du premier semestre de 1993. ■